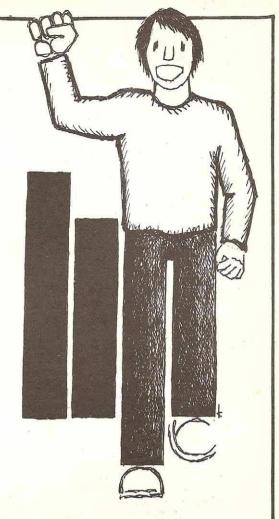
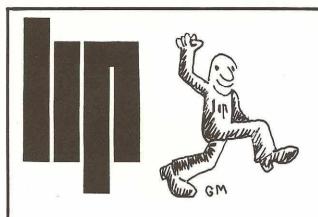
3 Fr



UN PAS VERS LA REVOLUTION



UN PAS VERS LA REVOLUTION

* A l'heure où nous écrivons, la lutte des Lip est en difficulté. Le risque d'une défaite ne peut être écarté. Elle n'est pas inéluctable. Certes, le gouvernement a senti la portée révolutionnaire de la lutte des Lip remettant en cause le pouvoir patronal et a tout fait pour casser la grève.

* Mais on ne peut passer sous silence la responsabilité de ceux qui ont « frappé dans le dos » des travailleurs en lutte et d'abord des directions confédérales, avant tout la CGT mais aussi la CFDT. Au début, tout était beau : Maire parlait de « nouvelle légalité », Séguy affirmait « toute la classe ouvrière est avec vous ». Mais quand il s'est agi d'affronter concrètement l'Etat bourgeois, quand il s'est agi de faire de la marche sur Besançon une immense démonstration de force de la classe ouvrière, force est de constater que les secrétaires confédéraux préparaient la retraite.

* Ouoi qu'il en soit, Lip sera au moins aussi important pour la classe ouvrière française que les premières occupations d'usine. De nouvelles formes de lutte apparaissent et se développent : la grève active, la constitution d'un « trésor de guerre »... Les travailleurs remettant en cause directement la sacro-sainte propriété capitaliste, ouvrent la voie à la révolution

socialiste.

* Il n'est pas question de faire ici, alors que la lutte se poursuit, un bilan de Lip. Ce sera d'abord aux Lip de le faire. Mais nous voulons déjà tirer les premières leçons de cette lutte exemplaire. Nous le ferons de façon parfois critique. Ces critiques ne sont pas « extérieures ». Ce sont des critiques que nous faisons aux Lip mais aussi à nous-mêmes. Car Lip a aussi montré les insuffisances des marxistes-révolutionnaires. Le bilan de Lip devra aussi inclure un bilan de ces insuffisances. C'est ainsi qu'avancera la construction du parti révolutionnaire.

Co Mondo sent in quiet sent LA poudre 0 0 C.N.P.F 6.M

PREMIERES LEÇONS DE LIP

La lutte des Lip est assurément le combat le plus important de la classe ouvrière depuis mai 68. Chaque groupe politique y a révélé sa stratégie. Chacun en tirera le bilan en fonction d'elle. Il n'y a pas en la matière de journalistes objectifs.

Le PC répête « il faut savoir terminer une grève », « non à l'aven-

ture gauchiste ».

- Le PS, prudent, fait la part des choses entre l'injustice du système

et l'idéalisme des Lip. Il navigue entre Minjoz et Chevènement.

— Le PSU a collé une affiche sur laquelle on pouvait lire « du contrôle ouvrier à l'autogestion POUR la révolution socialiste » comme si l'autogestion avait un sens avant la destruction de l'Etat bourgeois, comme si gérer les entreprises avant la révolution socialiste n'était pas simplement s'exploiter soi-même.

Les marxistes-révolutionnaires disent, eux, « du contrôle ouvrier à l'autogestion PAR la révolution socialiste ». Du POUR au PAR c'est en effet toute la différence de stratégie entre ceux qui prétendent à la fois « occuper et détruire » l'Etat bourgeois et ceux qui veulent détruire l'Etat

bourgeois pour le remplacer par l'Etat des conseils ouvriers.

Mais, derrière ces formules générales, il faut tirer les enseignements decette lutte et d'abord, voir comment les Lip ont répondu à la première question qui s'est posée à eux :

A) COMMENT MOBILISER L'ENSEMBLE DU PERSONNEL ?

Pour cela, la première tâche c'est l'information. Dès le 17 avril, les sections syndicales diffusent des dossiers complets sur les projets

d'EBAUCHES-SA et des administrateurs « fantoches ».

C'est dans ce cadre-là que naît le Comité d'Action regroupant d'abord des militants CFDT de base, puis des syndiqués CGT et CFDT et des non syndiqués. Un des militants du CA déclare : « L'action du CA visera à entrainer le maximum de gens dans la lutte. Le CA s'attache à convaincre les travailleurs de Lip et d'abord les horlogers très attachés à leur travail que ce n'est pas en fabriquant quelques montres de plus qu'ils sortiront du pétrin. C'est la grève active avec ralentissement des cadences et discussion sur les lieux de travail ».

5

Ainsi, le premier travail était de convaincre l'ensemble du personne! de la nécessité du combat et de développer « l'insolence ouvrière » nécessaire pour franchir les étapes suivantes. Dans cette perspective, l'idée des affiches était excellente. Les délégués syndicaux et les membres du Comité d'Action viennent dans les ateliers avec des feuilles blanches, des marqueurs et suscitent dessins, caricatures, charades, etc. Cela peut sembler dérisoire, mais pour la première fois des travailleurs vont pouvoir s'exprimer, qu'ils aient la plume facile ou pas.

Le Comité d'Action aura un rôle déterminant dans ce travail d'information et y mettra toutes ses forces pendant trois semaines. Pourtant, à en croire Syndicalisme-hebdo spécial No 1461 sur les leçons de Lip : « S'il y a eu un Comité d'Action, c'est parce que le travail des délégués syndicaux en direction des adhérents a été quelque peu négligé. C'est parce qu'ils ressentaient la coupure entre délégués et non délégués que ceux-ci décident de constituer un Comité ». Cette explication pourrait à la limite être acceptable si le Comité s'était cantonné à des militants syndiqués CFDT aidant leurs délégués. Or, au bout de trois semaines, ce Comité allait avoir dans ses rangs des syndiqués CGT et des non syndiqués, allant jusqu'à regrouper 100 travailleurs. Voilà le fait essentiel. Pendant la lutte, le syndicat, aussi démocratique soit-il, ne peut assurer l'ensemble de la mobilisation des énergies libérées. Seules des structures ouvertes aux non syndiqués peuvent y parvenir. De plus, les travailleurs qui rentrent en lutte, même s'ils font confiance à leurs déléqués, même si l'unité syndicale est réalisée, veulent pouvoir contrôler eux-mêmes leur lutte.

Voici ce que déclarait à Rouge le 25 mai 1973 un responsable CFDT de Lip: « Le Comité d'Action, c'est des gens qui ont commencé à penser qu'il failait qu'ils prennent quelques heures pour participer à l'action. Puis, ce groupe s'est agrandi et nous, la CFDT, on a demandé à ce que tous les ateliers soient représentés. La CGT, elle, joue le jeu, mais elle voulait qu'on fasse des réunions parallèles entre syndicats, mais les gens du Comité sont exigents, ils ne veulent pas être la dernière roue de la charette. Le Comité d'Action regroupe les travailleurs qui en veulent, CGT, CFDT et non syndiqués ».

Les responsables de la section CFDT ont-ils donc eu raison ou non de

favoriser, d'impulser même le Comité d'Action ?

Oui, bien sûr, car ainsi, ils démontrèrent aux travailleurs que cette lutte serait une lutte unitaire à l'image du Comité d'Action, contrôlé par la base puisque le CA avait dès le début sa place aux intersyndicales. L'unité et la démocratie ouvrières incarnées par le CA au début du mouvement serviront donc de moteur à la lutte. Loin de diviser, il renforcera l'unité syndicale.

De plus, dans une telle lutte qui s'annonce longue et difficile, tous les travailleurs n'ont pas au début le même niveau de combativité ni le même niveau de conscience. Certains sont prêts à combattre quand d'autres hésitent encore. Il est donc indispensable que les délégués syndicaux prennent l'initiative de regrouper l'avant-garde de la lutte, non pas pour la lancer dans une action minorisante la coupant des hésitants, mais au contraire pour convaincre les hésitants qu'il est possible d'agir. Ainsi, les membres du Comité d'Action commencèrent eux-mêmes à prendre le temps pendant le travail d'aller discuter avec les délégués, de ralentir les cadences, montrant à tous qu'on ne pouvait rester les bras croisés face aux explications évasives des administrateurs.

Il sera tentant à l'avenir pour les militants révolutionnaires de constituer de tels comités de mobilisation ou comités d'action. Mais il faut bien

retenir deux leçons du CA de Lip:

a) Le soutien de la section CFDT et l'absence de désaveu de la section CGT, du moins au début, furent décisifs. Si ce comité avait été dénoncé par les deux directions syndicales (comme les y invitaient, soit dit en passant, leurs deux congrès confédéraux respectifs), le danger était grand que ce comité, loin de stimuler l'unité, n'apparaisse comme un objet de discorde divisant les membres du personnel en pro et anti-CA. La complémentarité de la section syndicale et du comité de mobilisation est donc fondamentale.

b) Si le CA regroupant l'avant-garde s'était lancé seul dans une bataille dure — par exemple la grève illimitée — il risquait d'être incompris du personnel ; au contraire, sa première tâche fut de convaincre par l'action les hésitants qu'il était possible de lutter contre les licenciements.

B) COMMENT LUTTER?

 $\mbox{a-Du}$ ralentissement des cadences à la remise en marche de l'entreprise :

la meilleure défense c'est l'attaque.

Le contrôle sur les cadences : la lutte contre les licenciements est une épreuve de force de longue haleine. Le danger principal serait de se lancer tête baissée dans la lutte, en risquantun épuisement rapide et une retombée de l'ensemble de la mobilisation. La grève illimitée coûterait cher au personnel sans gêner réellement Ebauches-SA qui veut restructurer l'entre-prise. On décida donc de réduire les cadences de 20 %, puis de 50 %, forme de lutte la moins coûteuse pour le personnel. Mais cette forme de lutte suppose la généralisation à l'échelle de l'entreprise de l'insolence ouvrière. Il faudra donc vaincre les habitudes solidement ancrées par le patronat, surtout quand il s'agit de travailleurs qualifiés « aimant leur travail ». Ralentir les cadences à l'échelle d'une usine demande de l'organisation, mais le pli sera très vite pris et bientôt le chef du personnel s'arachera les cheveux en voyant des ouvrières tricoter, d'autres jouer à la bataille navale ou se prélasser sur les pelouses.

 b - Les administrateurs sont évasifs et se contredisent : on les séquestre.

Des lettres de menace sont expédiées aux travailleurs ; ils les brûlent collectivement et expédient les cendres dans un... petit cercueil à Paris..., à Paris où les responsables syndicaux venaient de découvrir que les administrateurs judiciaires ne se connaissaient même pas entre eux!

De qui se moquait-on? La paie de mai est effectuée avec retard. Le 12 juin se tient une réunion du comité d'entreprise avec les administrateurs et le président du Tribunal de commerce. La discussion est retransmise aux travailleurs réunis à l'extérieur grâce au téléphone branché dans la salle! A bas la diplomatie secrète!

Les propos évasifs des administrateurs face aux questions précises des délégués quant au non démantèlement de l'usine, au maintien de l'emploi et des acquis amènent les travailleurs à envahir la réunion et à retenir les

administrateurs tant qu'ils refusent de s'expliquer.

Cette situation n'est pas tolérable pour le pouvoir. Il fait donner 500 gardes mobiles et CRS pour faire évacuer les « otages » après avoir encerclé l'usine! Quelques cars seront cabossés.

c-L'abolition du secret commercial et l'ouverture des livres de compte

A force d'attendre des réponses qui ne viennent pas, les travailleurs, le soir même de la séquestration, sont allés aux sources. Serviettes et tiroirs de la direction sont consciencieusement fouillés. Plus tard, on se fera ouvrir les coffres par des serruriers. Et, loin de faire un feu de joie, les documents, on les étudie, on les utilise, ON LES PUBLIE, car on y a trouyé les plans des patrons.

C'est d'abord, noir sur blanc, l'intention affirmée des financiers de procéder au démantèlement de l'entreprise et d'effectuer des centaines de licenciements. Le coût des conflits sociaux est même évalué et programmé

dans les dépenses prévisionnelles!

On découvre aussi les notes somptuaires de frais de certains cadres, ainsi que les indemnités de « licenciements » de la famille LIP (plusieurs millions), et l'émargement au budget de l'entreprise de M. Bokanowski, « conseiller » UDR !!!

C'est aussi la découverte que la direction, alors qu'elle criait à la faillite, possède encore 400 millions d'anciens francs sur son compte

bancaire, etc.

d - La prise d'otage matériel : occupation de l'usine et mise à l'ombre du stock de montres :

La paie de juin, sans parler des mois suivants, étant incertaine, un groupe de militants met en lieu sûr, à l'extérieur de l'usine, un stock important de montres, d'une valeur d'un milliard d'anciens francs. Leur initiative est approuvée par l'AG, y compris par les cadres.

Acte illégal? Les travailleurs répondent à cela le 25 :

- « Nous sommes contraints de nous y mettre au fur et à mesure qu'on tente de nous étrangler. Nous opposons la légalité des travailleurs à l'illégalité organisée du patronat. »
 - e Réponse à la deuxième attaque anti-ouvrière : « C'est possible, on fabrique, on vend »
- * Le 15 juin, l'ensemble des travailleurs de l'usine est mobilisé pour préparer une grandiose manifestation de soutien. On se déplace à Pontarlier, Morteau, Vesoul, Sochaux, Dôle. Chaque travailleur dispose d'invitations à envoyer à ses amis et connaissances. 40 000 tracts seront distribués sur la région.

Et c'est une manifestation de 15 000 personnes (plus qu'en Mai 68 !) qui sillonne la ville. Les magasins ont fermé leurs portes, le glas sonne aux

églises.

Les syndicats avaient déclaré : « On veut faire mourir LIP, nous

montrerons ce que peut être Besançon ville morte. »

* A la fin de la manifestation, fidèles à leurs pratiques habituelles et bien entraînés par Marcellin, les gardes mobiles chargent et se livrent à de nombreuses ratonnades, pénétrant notamment dans le local d'un journal de Besançon, à la recherche de photos et le saccagent ! Une caméra de l'ORTF sera même brisée !

L'idée de remettre l'entreprise en marche était dans l'air. La « Taupe

rouge » l'avaitavancéedans un tract distribué le 21 mai :

« L'épreuve de force ne se fera qu'au moment où le patronat décidera d'appliquer les réformes qu'il juge indispensables (licenciements): Là encore, il faut d'ores et déjà discuter car la riposte est meilleure si elle est prise en charge par l'ensemble des travailleurs. Une seule solution : l'occupation avec pour assurer la survie financière de la grève, le maintien de la production horlogère et sa vente aux prix coutant à la population (c'est une arme dont les ouvrières de Millau se sont servies avec succès : elles vendaient les pantalons qu'elles produisaient) ».

Le 4 juin, une nouvelle « Taupe » revenait à la charge :

« Si les administrateurs refusent de payer après le 10 juin et si les travailleurs se mettent en grève, pourquoi ne pas continuer à faire marcher l'usine au profit des grévistes ? En vendant les montres sur les marchés, aux portes des entreprises !

Ça c'est déjà fait. L'an dernier des ouvrières d'une fabrique de pantalons à Millau (Larzac) vendaient des pantalons dans les rues pour la

caisse de grève !

Si les ouvriers se mettent en grève, un lock-out n'est pas impossible. La manifestation à Paris a montré une chose : 5.000 flics, 500 manifestants. Le gouvernement n'est pas prêt à tolérer une mobilisation ouvrière trop combative. Si les flics viennent fourrer leur nez dans les affaires des travailleurs de LIP, pour imposer un lock-out par exemple, il faut dès maintenant se préparer à les accueillir en préparant un plan, de défense de l'usine, en préparant l'auto-défense ouvrière. »

Le 13 juin, l'assemblée générale votait l'occupation.

Le 18 juin, se tint une mémorable AG. Sur proposition des deux sections syndicales et du comité d'action, les travailleurs décident dans l'enthousiasme de remettre en marche l'usine :

Pourquoi une telle décision? Ils l'expliquèrent souvent par la suite : « Dans l'escalade enclenchée, c'était pour créer un impact politique. C'était ça leur but essentiel. Et aussi pour assurer un 'salaire de service' aux 1300 personnes de l'usine. »

Au départ, cette menace était plus conque comme une sorte d'ultimatum une « gestion provocatrice » pour obliger les patrons à prendre position, que comme une forme de lutte qui peut durer des mois. Mais très vite, la réalité dépasse la fiction : la télé, la radio, les journaux y font un large écho, le patronat reste sans voix. Des centaines de futurs recéleurs se pressent à la porte de l'usine dès le 19 juin pour acheter les premières « montres ouvrières ». De tous les coins de France, des comités d'entreprise passent des commandes. « L'affaire LIP » est née...,

Si cette remise en marche de l'usine a fait tant de bruit, si elle-a contribué à durcir le mouvement, à le faire tenir, semaine après semaine,

on peut comprendre aisément pourquoi :

- une telle mesure met directement en cause le droit de propriété, fondement même de l'ordre bourgeois. C'est d'ailleurs ce qu'a constaté amèrement l'éditorialiste réactionnaire Jean Ferniot dans un de ses bulletins du matin.

9

- elle fait plus : elle démontre les capacités autogestionnaires de la classe ouvrière ; elle prouve que les ouvriers peuvent se passer de patrons, alors que l'inverse est impossible.
- de façon plus immédiate, en assurant la subsistance matérielle des grévistes, elle aide le mouvement à tenir. C'est le sens de l'expression « salaire de survie ». Et ce n'est pas du tout là un point secondaire.

 elle permet également (on l'a vu aussi à Cerisay) de renforcer l'unité des travailleurs, leur cohésion, leur degré d'organisation. (en particulier au

travers de tout le système des commissions spécialisées)

— enfin, par sa nature même, elle implique une dynamique d'extension, de popularisation, un véritable réseau de complices, de « clients », d'amis...

Dans la période actuelle, caractérisée par une remontée des luttes ouvrières et une accélération des difficultés de la bourgeoisie. La décision de l'AG du 18 juin apparait comme un évènement majeur, une date dans le mouvement ouvrier.

LE REFUS DE LA LOGIOUE GESTIONNAIRE

Dès le début, aucune ambiguité, aucune illusion n'est créée : cette remise en marche partielle est bien un moyen et non un but : « L'objectif No 1 n'est pas de vendre des montres, mais d'expliquer notre conflit. Les montres doivent rester le support de la solidarité. Notre but principal c'est de dénoncer l'opération scandaleuse qui laisse depuis tant de jours 1300 travailleurs sans savoir de quoi demain sera fait ».

(LIP-UNITE No 1)

Cette prise de position est claire, la pratique des travailleurs le sera plus encore :

* Ce n'est pas toute l'usine qui est remise en marche, mais une seule chaîne (une seconde le sera plus tard). Ainsi, seule une quarantaine de

personnes est employée à la production et ce par roulement.

Les horaires ne sont pas fixes, chacun vient travailler quand il veut, à son rythme. Certains le feront la journée entière, d'autres trois heures à peine, d'autres au contraire n'ont pas remis les pieds sur la chaîne de l'atelier depuis la grève; ils ont préféré s'investir dans l'accueil des visiteurs, au restaurant ou dans les multiples commissions ou souscommissions existantes. Ne sont investis à la commission production que les volontaires et, s'ils le désirent, ils peuvent se faire remplacer ou, pendant une semaine entière ne pas venir à la chaîne pour participer à des meetings, etc.

Ainsi, à aucun moment, le souci du rendement ne l'a emporté sur les intérêts de la lutte.

— Dans les premiers jours, les commissions Vente, Cestion financière, Tenue des stocks, ont été surchargées de travail. Leurs membres s'exténuaient et avaient peu de temps pour participer aux débats et à l'animation du mouvement. Aussi des gardes-fous ont-ils été mis en place pour que l'on ne cède pas aux pressions de la clientèle, ce qui aurait dévoyé le sens du combat mené. Ainsi des horaires ont été établis ; très vite, on a arrêté les ventes le samedi et le dimanche, alors que de nombreuses personnes se présentaient.

— La discussion sur le choix des clients a également été lancée. Un mot d'ordre a guidé l'attitude de tous : « Nous ne sommes pas des marchands ». Le but est d'assurer la popularisation maximum, la vente doit donc rester populaire. C'est pour cela que seul le secteur de montage des montres connaîtra une reprise partielle de la production. Certes, la première semaine, on acceptera la commande d'un indutriel pour la machine-outil, mais ce geste avait alors une valeur d'exemple : on ne pensait pas que la vente connaîtrait un tel succès ; livrer cet indutriel, c'était faire la preuve que les travailleurs pouvaient très bien produire et vendre seuls sans patrons, sans pointeuse, sans contrainte. Mais, à part cet épisode initial, la vente sera toujours réservée à des particuliers, les seules collectivités admises étant les Comités d'entreprise ou les groupes de travailleurs. Toute livraison à des horlogers est refusée. Ouand le Koweit, en quête d'une bonne affaire, viendra proposer une énorme commande, elle sera rejetée.

Ainsi se trouvent confirmées dans le déroulement concret de la lutte, les déclarations faites dès les premiers jours de la remis en marche : « Il n'y

a pas d'autogestion possible en système capitaliste. »

Au fur et à mesure que les semaines passaient, que les négociations piétinaient, que la production et la vente se poursuivaient, on a vu refleurir des propositions clairement écartées dès le début par les travailleurs. Charbonnel, non sans démagogie, pleurniche parce que les LIP n'ont pas voulu d'une coopérative ouvrière. La direction nationale du PSU envisage aussi cette solution après un passage de l'usine en Régie nationale.

Leur réponse n'a pas varié: il n'y a pas d'îlot de socialisme possible dans la jungle capitaliste. Pas d'autogestion possible sans changement préalable de société. Travaillant pour leur propre compte dans une usine isolée, ils ne pourraient pas échapper aux lois de la concurrence et, dans cet univers hostile, seraient bien vite condamnés à devenir leurs propres

exploiteurs ou à disparaître.

C) NATIONALISATION SOUS CONTROLF OUVRIER!

Dans une situation pré-révolutionnaire comme celle de Mai 68, par les occupations, puis la remise en marche des entreprises pour le compte de la grève, les travailleurs mettent à l'ordre du jour l'expropriation des patrons, permettant de développer une nouvelle économie planifiée et d'entreprendre l'autogestion socialiste.

- Mais dans une entreprise isolée comme LIP, quel sens a le mot

d'ordre de nationalisation ?

Lorsqu'une entreprise capitaliste fait faillite, il y a deux solutions :

1) soit accepter les licenciements et se battre pour des indemnités les plus fortes possibles et pour des reclassements les moins mauvais possibles. C'est parfois la seule chose que permet de faire le rapport de forces. Mais, il faut reconnaître qu'avancer d'emblée une telle perspective n'a rien de très mobilisateur et ne permet guère de constituer un rapport de forces consistant. Ouand on part battu, on a guère de chances d'arriver gagnant!

2) soit faire comme les LIP et dire : « nous refusons la logique capitaliste, non au démantèlement ! Non aux licenciements ! ». Mais alors il faut répondre à la question qui va reprendre l'usine ? Oui va la gérer ? Il y a alors trois possibilités :

a - ou bien créer une coopérative ouvrière. C'est une illusion que les LIP ont à juste titre rejetée. Car si les ouvriers gèrent eux-mêmes les entreprises en régime capitaliste, ils doivent se faire concurrence les uns aux autres, suivant les lois du marché et finalement s'exploiter eux-mêmes. Comme ce fut le cas lors de l'« autogestion » des chantiers de la Clyde (Ecosse) en 1971 où les travailleurs en riposte aux licenciements décidérent d'autogérer le chantier, et de produire eux-mêmes les bateaux en commande.

Ils durent accélérer les cadences, emprunter de l'argent aux banques pour payer les salaires en échange d'un contrôle des banques sur la gestion ouvrière (ce n'était plus du contrôle ouvrier sur la gestion capitaliste, mais l'inverse!), chercher des marchés nouveaux auprès des ambassades « amies socialistes » ou supposées telles et finalement démoralisés, accepter le rachat du chantier par un capitaliste américain moyennant 3 ans de « paix sociale » et la garantie pour seulement 2/3 des emplois. Les travailleurs de la Clyde avaient démontré que les travailleurs n'ont pas besoin de patron — et c'était une leçon fantastique — mais aussi qu'il n'y a pas d'îlot socialiste possible dans la société capitaliste.

b - ou bien tenter de trouver un capitaliste intéressé par l'affaire. Encore faut-il que l'affaire soit rentable ou puisse le devenir. Il est très éducatif et positif de démonter y compris sur leur propre terrain, le terrain économique, les plans des trusts. Mais il est dangereux de s'enliser dans ce terrain comme l'a fait la Fédération de la métallurgie CFDT en proposant un contre-plan visant à démontrer que LIP souffrait seulement d'une mauvaise gestion, mais qu'avec un bonne gestion, elle assurerait de gros profits au capitaliste acheteur... Quand on met le doigt dans l'engre-

nage capitaliste, on risque d'y laisser le bras.

En effet, le capitaliste, même s'il est sensible aux arguments avancés, pourra toujours faire remarquer aux « techniciens » syndicaux que si les salaires de LIP étaient moins élevés, si les cadences étaient plus soutenues et si les avantages acquis étaient rognés, la marge bénéficiaire serait plus grande et l'entreprise serait plus rentable... Et si le capitaliste dit : « Je rachète l'entreprise sans licenciements, mais finie l'échelle mobile, finie la semaine de congé l'hiver, je n'appliquerai que la Convention de la métallurgie, c'est à cette seule condition que l'entreprise peut-être rentable. », que répondra le syndicaliste technicien en rentabilité ? Sera-t-il prêt à sacrifier les acquis ?

De plus, de telles discussions sur la rentabilité de l'entreprise transforment les négociations en pourparlers entre spécialistes techniques, ce qui n'est pas fait pour mobiliser les travailleurs et encore moins l'opinion publique. Et quand on sait que LIP était devenu essentiellement un problème politique pour le pouvoir et non un problème économique, quand on sait qu'il n'y a jamais eu de plan Giraud, on peut se demander si les techniciens syndicaux ne sont pas tombés dans le panneau des négociations sans fin, techniques, démobilisant l'opinion. N'était-ce pas la seule

tâche que le gouvernement avait confiée à l'amuseur Giraud ?

c - il y a une autre solution : la nationalisation: En effet, les travailleurs de LIP auraient pu tenir ce langage : « Si un capitaliste veut racheter LIP sans démantélement, sans licenciements, avec maintien des avantages acquis, tant mieux ! Sinon tant pis ! Nos revendications restent les mêmes. Que le gouvernement nationalise l'entreprise ! Cela nous est égal d'être exploités par un patron particulier ou par l'Etat des patrons. Ce que nous voulons, ce que nous défendons, ce sont notre garantie d'emploi et nos avantages acquis. L'Etat capitaliste nationalise les entreprises en faillite, comme les mines, lorsque cela fait l'affaire des capitalistes. Il a nationalisé la SNCF qui octrole des tarifs préférentiels aux trusts capitalistes. Il

finance Wendel-Sidelor qui licencie les travailleurs en Lorraine. Eh bien,

cette fois qu'il nationalise dans l'intérêt des travailleurs! »

Ce langage avait l'avantage d'être compréhensible par tous les travailleurs et d'offrir un but à leur mobilisation de soutien à LIP. Le gouvernement l'avait senti. C'est pourquoi Pompidou dans sa conférence de presse affirma que le gouvernement n'était pas là pour dilapider l'argent des contribuables en renflouant les usines en faillite. Les réponses ne manquaient pas : sans parler des scandales financiers du régime et de l'argent jeté à la mer, on pourrait exiger du pouvoir qu'il exproprie Ebauches SA sans indemnité, ni rachat. Pas un sou pour les exploiteurs qui ont construit leur fortune sur le travail des autres!

Oue le gouvernement entreprenne les efforts de modernisation de l'entreprise LIP, pour la rendre rentable ou qu'il investisse à Besançon dans de nouvelles entreprises assurant la garantie de l'emploi des travailleurs de la région! Mais en attendant, les travailleurs n'ont pas à faire les frais de l'anarchie capitaliste, qu'il nationalise LIP!

Ceci dit, la nationalisation, n'est pas une recette miracle. Elle pose deux problèmes :

Premièrement, la nationalisation n'est pas une garantie contre les licenciements, contre les cadences infernales. À Renault aussi on licencie, on accélère les cadences. C'est pourquoi, que l'entreprise soit achetée par un patron ou expropriée par l'Etat capitaliste, les travailleurs de LIP ne sont pas prêts à leur faire confiance. Les LIP ont trop appris par l'expérience ce que valent les promesses patronales et gouvernementales.

Aussi, si demain, le patronat et le gouvernement cèdent sur le non-licenciement et le non-démantèlement, une préoccupation sera à l'ordre du jour : celle de garantir ces conquêtes, d'empêcher que la

direction ne reprenne d'une main ce qui a été cédé de l'autre.

« Rien ne sera plus jamais comme avant », c'est le refrain de la chanson de LIP. les moyens:

Sur l'emploi, tout d'abord, la revendication de départ, en imposant le droit de véto des travailleurs sur tout licenciement, toute mutation, toute compression d'effectifs.

Mais aussi sur d'autres choses qui ont été acquises au travers même de

la lutte :

 les cadences par exemple, volontairement réduites au début du mouvement, il faudra imposer le droit de véto sur toute accélération.

- les chefs dont on a appris à se passer et à ne plus supporter l'arrogance, il faudra qu'ils aient une attitude correcte vis-à-vis du personnel, sinon celui-ci pourra bien montrer sa volonté d'en changer.

— le « secret commercial », prétexte commode des capitalistes pour dissimuler leurs substantiels revenus et leurs manœuvres anti-ouvrières, ne doit plus être toléré. Dans les négociations, on a refusé la diplomatie secrète et posé le magnétophone sur la table. La production, la vente, ont vu leur montant scrupuleusement relevé et affiché jour par jour. Oue demain, la direction de LIP publie ses comptes à son tour!

— Deuxièmement, si les LIP ont construit au cours de la lutte un rapport de forces tel qu'il pouvait imposer le contrôle dans la nouvelle entreprise, nationalisée ou non, par contre seule la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière était susceptible d'imposer à ce gouvernement des patrons l'expropriation de LIP et la nationalisation sous contrôle ouvrier. On ne peut garantir qu'il était possible d'y arriver. Mais on doit constater que ni la direction CFDT, ni la direction CGT, ni le PS, ni le PCF, n'ont avancé cette perspective. Pourtant, le PCF se veut le champion des nationalisations! Pourtant, Séguy à la rentrée affirmait du haut de la tribune du Palais des sports que les luttes ouvrières actuelles, le développement du mouvement de masse, pourraient hâter l'heure d'un changement politique! Pourquoi n'ont-ils pas avancé alors le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier qui mettait directement en cause ce gouvernement au service du patronat? Est-ce parce que LIP ne figure pas dans le Programme commun parmi les entreprises à nationaliser?

Ouelle aurait été l'attitude d'un gouvernement de gauche face aux LIP?

Certes, le Programme commun prévoit qu'une entreprise pourra être nationalisée si les travailleurs le demandent sur proposition du gouvernement au parlement.

Mais qui décide en dernière instance : les travailleurs ou le parlement ? Suffira-t-il par exemple du vote de 10 à 15 députés dits de gauche

pour refuser la nationalisation réclamée par les travailleurs ?

Et est-ce qu'un gouvernement de gauche exproprierait Ebauches SA purement et simplement ou bien l'indemniserait-il avec l'argent des travailleurs? Les travailleurs ont le droit de savoir. On ne donne pas de chèque en blanc et comme le disait une ouvrière de Bouly en lutte contre les licenciements, si la gauche vient au gouvernement, « Il faudra que les ouvriers se mêlent de tout. Il faudra garder un pied dans tout ce que fera le gouvernement même si c'est la gauche. Parce que ce sont les travailleurs qui font vivre la France si on y pense bien. Alors, ils ont le droit de savoir ce qui se passe et ils doivent prendre leurs responsabilités, ne pas laisser les choses se faire sans eux. »

Mais les carences des directions syndicales et des partis de gauche ne doivent pas masquer les faiblesses de l'extrême-gauche qui n'a pas mené une campagne suffisante sur le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier, campagne qui aurait du culminer lors de la marche nationale sur Besançon. Cela n'aurait surement pas suffi, mais cela méritait d'être fait avec plus de conviction.

D) LE SOUTIEN A L'HEURE LIP: « Contrôler tout ce qui peut aider LIP ou lui nuire »

A travers le soutien à la grève de LIP, s'est dessiné quelque chose qui allait beaucoup plus loin qu'un vague sentiment de solidarité humanitaire. A Besançon, des milliers de personnes ont proposé mille initiatives de solidarité s'inspirant — dans la forme même de leur soutien — des leçons de LIP. Entre LIP, KELTON, la RHODIA, les communaux, s'est soudée l'unité de la classe ouvrière bisontine : tous pour LIP, LIP pour tous !

Mais ce qui s'est trouvé posé à travers le soutien, y compris à travers le soutien national, c'est la nécessité d'un contrôle des travailleurs, en

particulier des services publics, sur leur propre outil de travail.

Dans la bataille que mènent les LIP, le rôle de l'information est décisif. A plusieurs reprises, la presse, la radio, ont systématiquement déformé les faits ou gardé le silence sur ce qui se passait réellement à Besançon. C'est pourquoi, le contrôle sur l'information n'a pas été une exigence abstraite, à plusieurs reprises, le problème a été posé dans les faits.

- Les typographes du « Parisien libéré » feuille anti-ouvrière bien connue, on fait deux heures de grève pour imposer la parution dans ce

journal d'un communiqué inter-syndical sur LIP.

— Après le tabassage par les gendarmes des journalistes de l'AFP, l'intersyndicale des journalistes de l'ORTF a lancé une menace précise, invitant tous les journalistes « à ignorer toute information en provenance des représentants régionaux des pouvoirs publics et de l'échelon central du ministère de l'Intérieur et de la Défense Nationale concernant l'affaire LIP »: tant que ces sévices n'auraient pas été officiellement désayoués.

— Cette exigence s'est affirmée à nouveau lors de la grève de 24 heures qui s'est déroulée à l'ORTF le 23 août. Mais, à cette occasion, se sont manifestées deux manières de l'affirmer : les directions syndicales se sont contentées de dire que le personnel de l'Office, était prêt à réaliser une émission sur LIP y compris le jour de la grève, Maire et Séguy demandant « la parole aux syndicats ». Démarches sans lendemain et sans effet ; la « Taupe rouge ORTF », elle, proposa non de quémander mais d'imposer, pendant la grève de 24 heures, un contrôle sur l'information, en donnant la parole aux ouvriers de LIP : « Dès jeudi matin, notre rôle, c'est de ne pas nous contenter des indispensables piquets de grève. C'est :

* exiger une assemblée générale

* transformer notre grève en GREVE ACTIVE: pour que les travailleurs de LIP puissent s'exprimer sur les antennes de l'ORTF en précisant le sens de leur action

* faire grève sur nos PROPRES REVENDICATIONS :

Non au démantèlement Défense de l'emploi. »

Cette exigence de contrôle sur l'information, on l'a retrouvée tout récemment à Rouen : l'imprimerie IMRO étant en grève, les typos de Paris-Normandie ont exigé la parution d'un communiqué inter-syndical, faute de quoi ils refusaient de faire paraître le journal.
Le soutien des PTT

Les employés des PTT de la région ont distribué en priorité, gratuitement, le bulletin LIP-UNITE édité à 30 000 exemplaires. Ils agissaient ainsi pour aider une grève, tout comme les postiers parisiens l'avaient fait pendant la dernière grève de Renault, en bloquant et en retardant volontairement l'arrivée des lettres fielleuses que le directeur Dreyfus envoya tout au long du conflit à son personnel.

LA Sécurité sociale priorite aux LIP

Pendant des semaines, les employés de la Sécurité sociale de Besançon ont manifesté leur solidarité en faisant passer en premier les dossiers médicaux des LIP. On a même vu certains pharmaciens ne faire payer aux LIP que ce que la sécurité sociale remboursait.

Après l'intervention des flics à LIP, les cheminots se sont trouvés à l'avant-garde de la solidarité, en utilisant à Besançon le télex pour annoncer l'occupation et appeler à la riposte. Ils ont montré aussi leur volonté de lutter sur leurs propres revendications. « Rouge » avança des propositions pour les cheminots afin de tirer les leçons de LIP et de les aider à vaincre :

« La lutte doit viser l'efficacité et s'en donner les moyens : pendant la grève, les trains jaunes ne circulent pas. Les grévistes contrôlent postes d'aiguillage, signalisation, fermeture des triages. Seuls circulent les trains décidés par les travailleurs ; si la grève tombe par exemple le 29 jour de la marche sur Besançon, les cheminots en lutte peuvent très bien « programmer » des transports gratuits de solidarité. Cela nécessite organisation et coordination de tous les centres ». Propositions défendues par « Rouge » No 220 et reprises dans les « Taupe Rouge SNCF ».

E) DEUX FAIBLESSES

Mais si à LIP est apparu pendant la lutte un « nouveau pouvoir ouvrier », « illégal », capable d'imposer sa volonté, ce nouveau pouvoir a révélé deux faiblesses :

a - l'absence de comité de grève élu :

Ce qui permet qu'il y ait un nouveau « pouvoir » qui se dresse durant la lutte, c'est le rapport de forces conquis par les grévistes et on ne peut avoir aucune illusion, ce « pouvoir » ne durera que tant que durera la

mobilisation des LIP. Il disparaîtra avec elle.

Ce nouveau « pouvoir » pour être solide doit représenter au plus près l'ensemble des travailleurs concernés. L'idéal serait en effet qu'il n'y ait que des délégués et que par l'intermédiaire de la télévision par exemple, tous puissent participer et intervenir directement dans les négociations! Mais nous n'en sommes pas encore là. La force de LIP a été à travers le CA, les commissions et l'assemblée générale, de mobiliser l'ensemble du personnel. Les LIP ont donné une extraordinaire leçon de démocratie ouvrière en préparant les assemblées générales par groupes de discussion travaillant au besoin sur textes présentant les différentes positions.

Ils ont donné une lecon de démocratie ouvrière en enregistrant sur magnétophone les négociations avec Giraud, afin que tous entendent ce qui

y avait été dit.

Mais les LIP auraient pu contrôler plus directement les négociations s'ils avaient élu depuis le début un comité de grève représentant syndiqués et non-syndiqués, révocable, chargé d'appliquer les décisions de l'assemblée générale. Si des délégués du comité n'avaient pas appliqué ces décisions,

ils auraient du s'expliquer devant l'AG et au besoin se démettre.

C'est la leçon notamment qu'il faut tirer de la manière dont a été élaboré le compromis inter-syndical lors de l'ultime négociation de Dijon avec Giraud. Il n'y a rien d'anormal bien sûr à ce qu'une confédération ou une fédération ne soit pas d'accord avec sa section locale en fonction d'une analyse différente du rapport de forces, mais pourquoi devrait-elle chercher à imposer par des pressions, sa position ?

Il est normal, en dehors d'une situation révolutionnaire qu'une lutte débouche sur un compromis. Mais c'est aux grévistes de juger après information et discussion si un compromis est acceptable ou non. Ce n'est pas à des chefs syndicaux, même s'ils ont raison, de le faire à leur place. Si les fédérations et les confédérations avaient respecté la démocratie ouvrière à LIP, on n'aurait pas connu les oscillations par rapport au compromis de Dijon qui ont dérouté non seulement les LIP,

mais l'ensemble de la classe ouvrière.

Au contraire la division syndicale qui a éclaté au grand jour à la fin des négociations, a divisé les LIP pourtant unis, a permis les manœuvres multiples, a finalement en partie dépossédé les LIP du « pouvoir » qu'ils avaient conquis par la lutte au profit de discussions entre le ministre du travail et les directions confédérales où celle-ci se présentaient les mains vides. « Vous pouvez avoir raison autour du tapis vert, vous avez tort, si vous n'avez pas le rapport de forces » déclarait Piaget! Les confédérations semblent mal connaître cette leçon.

b - les insuffisances de préparation de l'auto-défense

Des pas importants ont été franchis dans ce sens à LIP. Avant l'occupation des flics on disait : « Nous ne quitterons pas l'entreprise. Nous observerons la résistance passive jusqu'au bout, mais si on nous pousse dans nos derniers retranchements, nous n'hésiterons pas à nous battre. »

— d'ailleurs début août, alors que RG et policiers en tenue commencèrent à apparaitre dans les environs de l'usine, on testa leur dispositif de renseignements et d'informations en leur tendant un piège : des véhicules chargées de caisses (remplies de croutes de pain!) sortent de l'usine. Ils furent interceptés quelques centaines de mètres plus loin et conduits au commissariat.

- une lettre fut envoyée à Gérard Monatte qui répondit en souhaitant

que si la police doit intervenir, elle refuse la violence.

— enfin, certes, il fut prévu un minimum de matériel d'auto-défense (pierre, bouteilles d'essence), mais sans que cela soit pris en charge collectivement par l'ensemble des travailleurs (il faut dire que l'usine est très difficilement défendable militairement).

— mais l'accent fut mis surtout sur la nécessité d'accroître la solidarité. Un dispositif était prévu pour donner l'alerte en cas d'intervention des flics, des préavis de grève étaient déposés à la Rhodiacéta et ailleurs...

Et de fait la riposte fut rapide et massive, il ne s'en est pas fallu de beaucoup pour que le matin et l'après-midi de l'occupation, 3000

personnes ne se lancent à la reconquête de l'usine.

Etait-ce souhaitable? On ne peut réécrire l'histoire. Mais on peut dire que si cette auto-défense spontanée de masse avait été organisée, loin d'isoler les travailleurs de LIP elle aurait galvanisé malgré le mois d'août, l'ensemble des énergies ouvrières, elle aurait aggravé la situation du pouvoir, elle risquait d'entrainer une division dans la police, certains policiers se rangeant du côté des ouvriers. En effet s'îl est illusoire de croire qu'une lettre à Monatte suffise à rallier les flics aux travailleurs, par contre, la lutte physique des travailleurs pour défendre ce qui leur appartient, lutte appuyée par la majorité de la population peut ébranler la police elle-même.

Par contre, un mois et demi après, lors de la marche, il aurait été erroné de vouloir reprendre d'assaut l'entreprise transformée en camp retranché, alors que les négociations qui trainaient en longueur avaient assoupi l'opinion populaire un peu lasse. Personne d'ailleurs ne lança cette idée. Mais les directions CGT-CFDT, le PCF et le PS saisirent le prétexte d'éventuelles provocations pour limiter la marche « à un rassemblement

17

syndical régional » (les syndicats CFDT à la base débordèrent d'ailleurs

leur direction confédérale).

Quoiqu'il en soit, le fait que les flics aient pu occuper Palente sans une dure bataille fut un élément qui diminua le rapport de forces des LIP face au pouvoir. La phrase de Piaget, « l'usine est là où sont les travailleurs » avait l'avantage d'ouvrir de nouvelles perspectives, de relancer l'action,

mais elle ne pouvait pas être prise au pied de la lettre.

Rétrospectivement, on peut se demander si les LIP ont eu raison de négocier malgré l'occupation de l'usine par les flics. N'auraient-il pas du tenir alors ce langage : « Nous sommes prêts à écouter le plan Giraud. Mais négocier, cela veut dire faire des compromis. Il ne saurait être question de faire des compromis quand on a des flics dans le dos. Nous exigeons le retrait de la police pour que s'engagent d'authentiques négociations ». Ce langage aurait été compris par l'ensemble des travailleurs. A l'époque Giraud lui-même avait été obligé de reconnaître qu'il désapprouvait l'intervention de la police! Ainsi, le slogan « les flics hors de LIP » serait devenu un objectif concret pour tous ceux qui voulaient agir pour la

victoire de LIP. En fait ce fut la première défaite des LIP.

L'agression des flics à LIP, c'était en quelque sorte un petit Chili. En effet, dès que les travailleurs rentrent dans l'illégalité, en occupant une usine, en constituant un trésor de guerre, en séquestrant un patron... Ils doivent se dire : « ils » ne nous laisseront pas faire. « Ils » défendront leurs privilèges, au besoin par la force, au prix même d'un massacre comme actuellement dans tout le Chili. Ils ont pour cela une police, une armée, des bandes parallèles. Ainsi, il faut se préparer. On ne peut pas comme le font les directions syndicales, dire que tout doit être organisé, pesé, prévu, qu'il faut faire attention au « spontanéisme », et être totalement irresponsables, « spontanéistes » face au problème de la violence, en appliquant la politique de l'autruche. A chaque fois qu'on rentre dans l'« illégalité », chaque fois qu'on veut imposer la « légalité ouvrière », on doit se dire :

- comment se défendre si les flics attaquent et avec quel matériel ?

 comment constituer un trésor de guerre qui pourra servir de monnaie d'échange face au patron en lui disant : « si vous appelez les flics,

vous perdez des millions. » Il y réfléchira alors à deux fois.

René, 40 ans, OP commente l'occupation des flics : « Moi je n'y était pas, on aurait pu résister c'était très facile, on n'avait qu'à se retrancher à l'horlogerie et dire : 'Messieurs c'est à prendre ou à laisser, on a des machines qui valent des millions et des millions, si vous entrez dedans...', seulement ils ont agi par surprise comme des lâches... »

Comment organiser la solidarité des autres usines ?

A LIP, il existait un groupe de travailleurs qui avaient réfléchi aux problèmes de l'auto-défense et avaient préparé y compris les moyens techniques de résister. Mais, ils l'avaient fait seuls, sans que cela soit décidé ni même su par tous. Ce qui a manqué, c'est le débat en assemblée générale sur la nécessité politique de l'auto-défense et l'élection d'une commission chargée d'en étudier les conditions techniques.

En effet, si on ne veut pas connaître le sort du Chili, l'auto-défense ne doit pas être improvisée, elle doit être préparée! Cela, beaucoup de LIP l'ont compris. C'est pourquoi, ils créèrent une commission anti-répression défendant les 34 inculpés (dont 33 ouvriers) qui se battirent contre les flics. A LIP, l'idée de la violence révolutionnaire organisée a fait son chemin.

18

UN MAI 68 A L'HEURE DE LIP!

« Nous avons conscience que notre lutte chez Lip n'est qu'une petite étape, une marche dans l'escalier qui nous mènera à une économie au service de l'homme. Nous sommes une marche qui n'aurait pu exister s'il n'y avait pas eu mai 68. Mai 68 nous a surtout fait découvrir que les travailleurs devaient avoir un peu plus d'audace, qu'ils avaient des droits auxquels ils n'osaient pas croire parce que les patrons leur avaient inculqué l'idée que les satisfaire n'était pas possible. A partir de Lip, d'autres étapes seront franchies par la classe ouvrière jusqu'à ce qu'enfin les travailleurs puissent prendre en charge toute l'économie et ce ne sera que justice,» déclarait Charles Piaget au « Monde » le 18 septembre 73.

Si Lip a existé grâce à mai 68, en revanche on peut se demander si Lip ne prépare pas un nouveau mai 68, un mai victorieux.

La question que tout militant ouvrier se pose en effet est la suivante : pourquoi mai 68 n'a pas été plus loin ? Comment faire la prochaine fois ?

Georges Séguy, dans « Le mai 68 de la CGT », répond par deux arguments :

 En 68, malgré les souhaits et les démarches de la CGT, l'accord entre le PS et le PC n'a pu se faire. Il n'y avait donc pas de perspectives

politiques offrant un débouché aux luttes sociales ;

2) Si les résultats de Grenelle furent médiocres, c'est parce qu'il y avait la division syndicale et qu'on ne retrouvait pas au sommet la belle unité qui régnait à la base dans les « comités de grève » (sic).

Quelle est la réponse des marxistes-révolutionnaires ?

1) Le PS ne représentait pas une réelle force sociale en mai 68. Le PCF et la direction de la CGT ne peuvent se disculper en raison de la trahison d'une poignée de notables sociaux démocrates. Les deux forces réelles étaient représentées d'une part par le PCF hégémonique dans la CGT, d'autre part par le mouvement étudiant rallié par des jeunes travailleurs et une partie de la CFDT. Le PC et la direction de la CGT firent tout pour éviter une fusion de ces deux forces dont le 13 mai 68 avait montré le caractère explosif.

Aujourd'hui, il existe le programme commun qui manquait à Georges

Séguy en mai 68. Un nouveau mai 68 devrait donc déboucher sur la prise du pouvoir. Georges Marchais et Georges Séguy l'ont laissé entendre à la rentrée. Mais, pressés par la bourgeoisie de s'expliquer, ils précisèrent qu'ils voulaient seulement dire qu'on pourrait connaître des élections anticipées... Et, lors de la marche sur Besançon, le PCF, le PS et les directions syndicales affirmerent qu'il ne s'agissait que d'un rassemblement syndical régional qui ne concernait pas les partis politiques. D'où naîtra alors cette « Union Populaire » dont ils parlent si ce n'est des luttes elles-mêmes? La marche sur Besançon n'était-elle pas l'occasion d'un immense rassemblement populaire? Marchais et Mitterrand n'avaient-ils pas pris la parole à la Bourse du travail le 16 août à côté de Maire et Séguy pour protester contre l'occupation des flics ? En fait, tant qu'il s'est agi de récupérer l'impact de Lip sur l'opinion, les uns et les autres se sont précipités, mais quand l'heure de l'épreuve de force est arrivée, ils ont affirmé que ce n'était plus leur affaire. C'est au pied du mur qu'on voit le macon... La démonstration a encore été faite que pour eux il n'y a pas d'autre voie que celle des élections.

2) Pourtant, il existait une perspective politique en mai 68 : celle de la remise en marche des entreprises au profit des travailleurs comme à Lip, ne serait-ce, dans un premier temps, que des transports pour amener les manifestants aux points de rassemblement, ne serait-ce que des banques pour fournir de l'argent aux travailleurs en grève, et, progressivement, de la plupart des entreprises nécessaires au développement du mouvement.

Mais pour réaliser cela il fallait que tous les bras ouvriers soient utilisés et non pas que la conduite de la grève soit confiée à quelques responsables syndicaux aussi dévoués soient-ils. Il fallait élire d'authentiques comités de grève, représentant syndiqués et non syndiqués, mettre sur pied des commissions, organiser des piquets. Progressivement serait né ainsi un nouveau pouvoir, un pouvoir ouvrier « illégal », mais pouvoir de fait reconnu non seulement par la classe ouvrière mais aussi par les petits paysans lui vendant leurs produits en échange de machines agricoles, par les petits commerçants exonérés de toutes dettes et recevant des garanties du nouveau pouvoir ouvrier.

Ainsi, face à face, se seraient dressés le vieux pouvoir, le pouvoir bourgeois réduit aux forces de répression, seul espoir pour les quelques milliers de bourgeois terrorisés, et le nouveau pouvoir, le pouvoir ouvrier vivant dans les quartiers, les usines, ayant obtenu la sympathie d'une partie de la petite-bourgeoisie et la neutralité de l'autre partie, qui attend de voir

qui va l'emporter, de la bourgeoisie ou du prolétariat.

Entre le vieux pouvoir et le nouveau pouvoir, il n'y a pas de coexistence possible. Dès lors le mouvement ouvrier doit mettre à l'ordre du jour l'insurrection s'il ne veut pas être détruit par l'armée bourgeoise. Lip et le Chili aussi nous ont appris qu'en la matière on ne peut improviser. Si vous restez les bras croisés, sans plan de riposte, l'armée réalisera un coup d'Etat et il sera trop tard, de la même façon que la police a occupé l'usine sans coup férir et de la même façon que la junte chilienne a imposé sa dictature. Il faut donc un plan minutieux où les cheminots et les postiers s'emparent des nœuds stratégiques de communication, où la radio et la télévision restent entre les mains du pouvoir ouvrier, où les travailleurs se défendent les armes à la main, où les soldats du contingent paralysent les tentatives des officiers et rejoignent le camp des ouvriers. Tout cela, répétons-le, se prépare. On ne peut se fermer les yeux comme le

font le PS et le PC ou se gargariser de phrases creuses sur la

démocratisation de l'armée et de la police.

Si en 68 on avait avancé dans cette voie, si des comités d'usine, si des comités de quartier avaient été élus, la manœuvre de De Gaulle proposant des élections n'aurait eu aucun écho. « Elire des députés, pourquoi faire ? Nous venons d'élire nos délégués dans nos usines, dans nos quartiers et nous les contrôlons tous les jours! Pourquoi élire des gens qui nous ont trahis plus d'une fois, que nous ne pouvons pas contrôler? Notre nouvelle démocratie est bien supérieure à la vôtre! » auraient répondu les travailleurs.

Mais, comme la grève de 68 fut essentiellement passive, comme la direction de la grève fut laissée le plus souvent à quelques responsables syndicaux, les travailleurs n'avaient rien à opposer à la perche électorale tendue par la bourgeoisie et saisie à deux mains par le PCF... On connaît la suite.



OUVRIER PUISANT dANS LES STOCKS PATRONAUX

21

APRES MAI 68 APRES LIP

Après mai 68, après Lip, le but des marxistes-révolutionnaires est donc claire : faire en sorte que lors de la prochaine crise révolutionnaire (qu'elle survienne après une victoire électorale de la gauche ou non) naisse un nouveau pouvoir ouvrier représenté dans des comités d'usine et des

comités de quartier coordonnés entre eux.

C'est le sens de la bataille pour le contrôle ouvrier. En effet, si vous interrogez des travailleurs, même les participants à une grève, et si vous leur posez cette simple question : « crois-tu qu'il y aura toujours des patrons, crois-tu que les entreprises seront toujours gérées par des patrons, crois-tu que c'est possible, pas dans deux siècles, mais tout de suite, de remplacer le patron et que les travailleurs prennent en main eux-mêmes la direction des entreprises et de l'économie ? », l'immense majorité, même ceux qui participent à des grèves dures, dans leur for intérieur, n'y croit pas. S'ils y croyaient, il y a longtemps que le régime capitaliste serait par terre, car aucun régime ne saurait résister à l'action concertée, coordonnée, de rébellion de millions de travailleurs. La fonction essentielle de la lutte pour le contrôle ouvrier c'est de changer la conscience ouvrière. C'est de permettre aux travailleurs partout, de la mentalité qu'ils ont aujourd'hui encore, de prisonniers de deux ou trois siècles d'éducation bourgeoise qu'ils sont, de leur permettre de saisir que tout ce fatras qui, semble-t-il. va toujours exister, peut être éliminé, que ce n'est pas du tout éternel et qu'il peut se dégager une force irrésistible des travailleurs pour remplacer le pouvoir des patrons par le pouvoir des ouvriers.

La fonction du contrôle ouvrier est en effet d'opposer à la logique économique capitaliste, le droit de veto des travailleurs en fonction de leurs intérêts: le contrôle sur les cadences, le droit de veto sur les licenciements et les mutations, la contestation de la hiérarchie, le contrôle des conditions d'hygiène et de sécurité, l'ouverture des livres de compte et l'instauration du procès public de l'économie capitaliste. Pour réaliser ce contrôle, les travailleurs doivent s'organiser en élisant des délégués, par exemple pour contrôler les cadences, des délégués de chaine coordonnés dans un comité d'usine. Un tel contrôle, qui nécessite d'ouvrir les livres de compte, de vérifier les stocks, ne peut être fait par des responsables syndicaux seuls, il nécessite une participation active de tous. Le contrôle

ouvrier, c'est en quelque sorte le « double pouvoir » dans l'entreprise : le pouvoir du patron qui garde encore la propriété de son usine mais n'est déjà plus tout à fait le maître chez lui et le pouvoir des travailleurs organisés qui imposent leur volonté au patron sans pour autant avoir encore le pouvoir ouvrier.

Si donc le contrôle ouvrier est une situation de « double pouvoir » dans l'entreprise, cette situation peut durer plusieurs mois mais elle nepeut s'éterniser. Car face aux ouvriers il n'y a pas seulement un patron mais tout un Etat avec sa police et son armées chargées de défendre la propriété et le pouvoir des patrons. Cette situation où les travailleurs disent « non » au patron est donc instable et transitoire, variable avec le rapport de forces. Ou bien le mouvement s'étend régionalement, à l'échelle du trust, voire nationalement et débouche sur une situation révolutionnaire, ou bien le rapport de force se dégrade progressivement et le patron grignote petit à petit le pouvoir qu'il a perdu.

Ainsi, si le contrôle ouvrier dans une entreprise est l'embryon du pouvoir ouvrier, il ne débouche pas automatiquement sur un mouvement national. Pour cela, il faut avancer des objectifs d'ensemble susceptibles de mobiliser la totalité de la classe ouvrière en répondant aux aspirations de sa partie la plus exploitée, la plus décidée au combat. C'est la fonction d'un programme révolutionnaire que seul peut forger un parti révolutionnaire

dont les militants sont au cœur des luttes ouvrières et populaires.

L'ex-Ligue Communiste dans son Manifeste avait cherché à apporter l'ébauche d'un tel programme. Les Lips à travers leur lutte ont montré quels pourraient être les axes de ce programme pour la révolution socialiste.

- 1) Face à l'inflation galopante, les Lips avaient obtenu une échelle mobile des salaires. C'était un des avantages acquis qu'ils voulaient défendre. A travers les débats sur les modalités de la paie ouvrière, les Lips ont aussi montré l'importance des revendications unitaires (à travail égal, salaire égal augmentation égale pour tous) et de la remise en cause de la hiérarchie salariale. Ils réembauchèrent à leur compte les travailleurs de la cantine exploités par Jacques Borel, en augmentant leur salaire d'environ 250 F de façon à leur assurer le « minimum Lip » de 1150 F.
- 2) Au cours de la lutte, les travailleurs de Lip ont montré qu'il n'y avait pas réellement de libération de la classe ouvrière sans la réduction massive du temps de travail vers la demi-journée de travail qui permettra de donner du travail à tous en supprimant le chômage, qui laissera du temps pour la formation et les loisirs, qui permettra que l'auto-gestion socialiste ne soit pas un vain mot! « On venait le matin dès 8 heures, on travaillait jusqu'à midi, on prenait le temps de vivre, de discuter avec les copains... ».
- 3) Lip, c'est aussi une « communauté fraternelle » ayant bouleversé non seulement la division du travail mais aussi les rapports sociaux entre les travailleurs, entre les hommes et les femmes. Certes, on a beaucoup parlé des leaders de Lip et moins des travailleuses de Lip. Certes le problème de l'exploitation de la femme n'a guère été posé. Lip n'a été qu'un précurseur, la société socialiste devra faire mieux, d'abord en supprimant les tâches dites ménagères par l'instauration de services gratuits de qualité (crèches, restaurants, laveries...), ensuite en assurant la répartition du travail entre tous, sans discrimination ni de nationalité, ni de sexe, ni d'âge.

squiettre par des couches ouvrières de plus en plus larges ce langage qui répandre cette mentalité d'insolence dans la classe ouvrière, de faire contenus du contrôle ouvrier tel que je vous le décris, c'est précisément de insolente. Et une des fonctions de la lutte pour le contrôle ouvrier, un des pour une révolution vous devez avoir des gens qui ont une mentalité dans leur comportement le statu quo. C'est une tautologie de dire que sont obéissants, qui se plient devant l'autorité, qui reconnaissent de fait travailleurs, avec des masses laborieuses, avec des jeunes qui sont rassis, qui vérité dans cette définition. Vous n'aurez jamais une révolution avec des pesacconb plus scientifique d'une révolution, mais il y a un élément de courte, je peux évidemment donner une définition beaucoup plus savante, dernière analyse une explosion d'insolence. C'est une définition un peu « un poète disait un jour qu'une révolution c'est en

car comme le rappelait dans un rapport le camarade Ernest Mandel ; ouvrière, cela serait encore un pas important vers la révolution socialiste,

Mais ne resterait-il de cette grève qu'une magnifique leçon d'insolence

pour le soutien à Lip?

6) Enfin, les révolutionnaires ne pouvaient-ils pas faire plus encore alors même que les travailleurs n'en ressentaient pas encore la nécessité? d'un comité de grève élu, révocable par l'assemblée générale souveraine,

5) N'aurait-il pas fallu chercher à expliquer dès le début la nécessité

section CFDT-Lip face au compromis de Dijon?

CCT? N'est-ce pas cette erreur qui a été responsable des oscillations de la national et sous-estimer la puissance de sabotage du PCF et de la direction hors de Lip? Wont-ils pas à ce moment surestimer le rapport de forces étaient prêts à un compromis garantissant formellement l'emploi même Besançon, face aux menaces de Ciraud de rupture des négociations, qu'ils

4) Les LIP n'auraient-ils pas du dire dés le lendemain de la marche sur mstche sur Besançon?

nationalisation sous contrôle ouvrier afin d'en faire le mot d'ordre de la

S) Devait-on engager beaucoup plus tôt la campagne en faveur de la

2) Fallait-il négocier alors que les flics occupaient l'entreprise ?

Oue pouvaient faire les LIP et les révolutionnaires ?

? ezam eb acuté ferait-il possible d'organiser une auto-défense de masse ? en même temps que celles des LIP, en répondant aux questions suivantes : sur les réformistes mais nous devons juger aussi nos propres responsabilités, soutien. Ouoiqu'il arrive on pourra rejeter encore une fois la responsabilité Nous l'avons dit pour commencer, l'heure n'est pas encore au bilan mais au victoire. Hélas, il ne semble pas qu'une victoire totale soit encore possible. en est maillon. Il serait d'autant plus solide si la lutte débouchait sur une classe ouvrière, qu'elles peuvent converger vers la révolution socialiste. Lip

C'est à travers un tel programme que peuvent s'unifier les luttes de la

contre l'Europe des trusts.

ainsi que l'Europe des travailleurs se construit dès aujourd'hui dans la lutte travailleurs de la FTMH qui lutte pour un syndicalisme de classe) montrait travailleurs combatifs de l'horlogerie (en particulier le comité des volonté de lutte avec les travailleurs du monde entier, et d'abord avec les pas possible dans une seule usine, ils ont également tenu à manifester leur 5) Enfin, si les travailleurs de Lip ont compris que le socialisme n'était

sous contrôle ouvrier. contre les bandes armées du capital, d'expropriation et de nationalisation paraît totalement irresponsable aux oreilles des capitalistes, de leurs politiciens, de leurs journalistes :

« Nous exigeons un droit de veto sur toutes vos décisions mais en même temps nous refusons de prendre n'importe quelle responsabilité dans votre gestion. Un droit de veto parce que toutes vos décisions ont un impact sur notre existence et parce que nous ne vous donnons plus le droit de nous jeter à la rue, de réduire notre niveau de vie, de détruire notre santé par vos décisions et en même temps nous refusons de prendre n'importe quelle responsabilité parce que ce n'est pas notre tâche de faire mieux fonctionner l'économie capitaliste et la société capitaliste. Nous prendrons des responsabilités de gestion quand nous serons en économie socialisée, mais aussi longtemps que vous maintenez votre pouvoir, nous contestons et paralysons votre pouvoir, mais nous ne prenons aucune responsabilité ».

Brochure écrite le 12.11.73



c'est une très belle, et très longue histoire...
Nous Nous déplacions a lors, encore en

« NOUS, ON N'A JAMAIS RENONCE ET C'EST NOTRE FORCE »

ROUGE: Avant d'aborder le problème des perspectives aujourd'hui, revenons un peu en arrière: le 14 août, les flics investissent l'usine. C'est le tournant de la grève. Indéniablement, le pouvoir marque un point. Désormais, les travailleurs perdent leur base d'appui. Et, dans ce contexte, n'était-ce pas une erreur de dire, comme tu l'as fait: « l'usine c'est là où sont les travailleurs », car, à mon avis, cela masquait largement le rôle des murs de l'entreprise et minimisait par là-même cette attaque des flics. A partir de là se pose également le problème des négociations qui ont suivi : ne fallait-il pas, de manière même symbolique, pendant un certain temps, disons par exemple une semaine, refuser de négocier tant que les flics seraient à Palente? Car, dans la mesure où les négociations ont été très longues et où elles se sont souvent déroulées sur un terrain « économique » une certaine démobilisation s'est faite chez les travailleurs, démobilisation due au manque d'information sur ce qui se passait réellement, cela est apparu très clairement après la marche après le 29 septembre.

Charles PIAGET: Oui, si on fait l'analyse des erreurs dans la lutte (et c'est quand même plus facile après coup qu'au départ) c'est vrai indiscutablement que là il y a eu des problèmes et certaines erreurs.

Premier point : l'entreprise ça représentait énormément. C'était une base très importante. Seulement, ce qu'on a voulu dire en disant « l'entreprise c'est là où sont les travailleurs », c'est que ce qui était le plus important pour la lutte, ce n'était pas l'entreprise elle-même mais c'était vraiment la cohésion des travailleurs, car sans cette cohésion des travailleurs c'est toute la lutte qui s'écroule. Donc, par ordre d'importance, c'est quand même bien cela qui passe d'abord. Simplement, moi je pense qu'on n'a pas très bien mesuré l'importance de la base que représentait l'entreprise et ça nous a porté un coup terrible, notamment sur le fait qu'on a eu moins de monde, qu'il y a eu moins de travailleurs qui ont pu continuer à faire quelque chose qu'avant l'occupation. Maintenant sur les négociations : est-ce que vraiment là il y a eu une erreur? D'abord, il y a eu la longueur c'est vrai. Ciraud nous a bien trainés de façon qu'on perde une partie de notre force, c'est à dire la popularité. Le rapport de forces maximum a commencé à baisser indiscutablement. Est-ce qu'on aurait pu arriver à brusquer la situation? C'est difficile à dire. La première journée, quand on a un petit peu vu comment ça démarrait, on a senti qu'on allait avoir une négociation à la vietnamienne, c'est-à-dire très longue. On a eu un mouvement d'humeur au point de vue CFDT, on a claque un peu la porte et puis on s'est rendu compte que c'est pas ça qui ferait changer les autres organisations qui avaient quand même bien envie de négocier tant que ça durerait. Je ne sais pas vraiment si on aurait pu trouver quelque chose pour brusquer. En tout cas, ce serait à refaire, ce sont deux points stratégiques, deux erreurs qu'il faut que d'autres travailleurs ne commettent pas, notamment en essayant de faire le maximum pour ne pas être vidés de l'usine et puis deuxièmement faire le maximum pour écourter ces négociations de facon à bien rester dans le rapport de forces. Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire exactement, je ne sais pas, mais c'est deux graves points pour nous.

ROUGE: Il y a eu une série d'actes extrêmement positifs et en particulier la publication et la divulgation de tous les documents patronaux et c'est une lecon très éducative qui n'a peut-être pas encore été assez popularisée. Maintenant il y a le problème de l'élaboration de ce qui est présenté comme le « contre-plan CFDT », s'il est très éducatif et positif de démonter y compris sur leur propre terrain, le terrain économique, les plans des trusts, n'est-ce pas dangereux d'aller jusqu'à élaborer un contre-plan, est-ce vraiment bien là le rôle d'une organisation syndicale et cela ne faisait-il pas le jeu dans une certaine mesure de Giraud, la discussion se déroulant uniquement entre spécialistes ?

Charles PIAGET: Tu as raison de poser le problème, à tel point que dans l'organisation CFDT on a senti le danger. On a été un certain nombre à avoir mené notre conflit à l'intérieur de l'entreprise et il y avait une manière de négocier qui était très différente dans le cas présent. On a cru. nous, qu'on pouvait se contenter de dire : « Bon, ben voilà ce qu'il en est ». On s'est rendu compte que dans ce type de négociations il y avait une espèce de jeu : soit on n'y rentre pas et je ne sais pas très bien comment on aurait pu faire, mais à partir du moment où on rentre un peu dans le jeu, il ne s'agit pas de dire : « Pour nous c'est tout simple, pas de licenciements, point c'est tout ». Il y a à amener des arguments. Autrement dit, on a des adversaires qui sont présents et puis il y a l'opinion publique, des travailleurs qui sont là et ce n'est pas négligeable. On est bien obligé de constater que quand Giraud lançait ses arguments, il fallait répondre sinon c'était des points qu'on perdait aux yeux de « l'opinion publique ». Il fallait argumenter sur le plan économique. Alors, à un moment donné, on a pensé qu'on risquait d'aller trop loin, et on a demandé aux copains de la Syndex d'arrêter en disant bien que c'était un exemple de ce qui pourrait être fait dans l'entreprise en régime capitaliste. mais qu'on s'en arrêtait là et qu'on ne voulait pas aller plus loin dans la démonstration parce que c'était une démonstration dangereuse dans le système Où était l'équilibre exact ? Il y a des moments où on est allé trop loin mais je crois que c'est pas simple à dire car on est dans un monde à l'heure actuelle où on ne peut plus être comme avant, comme au début du siècle, on ne peut plus dire « voilà, on veut du pain ». On est obligé de rentrer dans un certain nombre d'explications. C'est pas que ce soit tellement captivant, mais on est bien obligé. On a demandé à l'équipe d'examiner l'entreprise avec nous, mais on a bien pensé que si on arrivait à la conclusion que la « mine de charbon était épuisée », je prends la une image, il fallait alors chercher d'autres arguments.

Il était hors de question de dire « on va se rendre à l'évidence, c'est le système capitaliste », mais disons que dans le cas présent on avait au moins la chance d'arriver sur un terrain où, sur le plan syndical, c'était valable. Donc, à partir de là, on a utilisé le terrain, mais sinon on aurait cherché une autre argumentation. On est obligé d'amener une argumentation économique et sociale dans ce type de négociations, mais cependant il n'est pas sans danger d'établir des contre-plans.

ROUGE: Venons-en au problème central qui est celui de la démocratie ouvrière. Il y a incontestablement des pas énormes qui ont été faits à Lip sur le problème de l'organisation de la grève, de la participation de tous

aux activités mais aussi aux débats et aux décisions.

Le rôle des commissions, les débats par textes, les assemblées générales, le comité d'action qui pendant longtemps signait les tracts et les affiches côte à côte avec la CGT et la CFDT, assistait aux négociations, etc., bref, de ce côté-là, il y a bien des leçons à tirer de Lip et les travailleurs le font. Ce n'est pas un hasard si dans une série de grèves on voit maintenant apparaître les commissions de travail et si certaines des formes d'organisation de Lip sont reprises, adaptées, discutées. Mais aujourd'hui le problème se pose de manière cruciale et grave, la division syndicale accentuant les problèmes, les assemblées générales sont plus une joute entre orateurs, le climat de discussion est très houleux, sinon plus, et enfin le comité d'action est rejeté par la CGT et mis de côté par la CFDT. Dans ce contexte il est possible, ou plutôt disons qu'il y a un énorme danger qu'il y ait des tentations anti-syndicales ou même qu'il se marginalise.

Charles PIAGET: Tu vois, il y a aussi un autre danger que tu ne signales pas et on verra après le problème de la démocratie, d'ailleurs là-dessus on a tous une pierre à apporter, je ne crois pas que les organisations syndicales détiennent le monopole de la démocratie, pas plus que les travailleurs qui s'organisent dans le comité d'action. On a tous quelques chose à apporter

et on doit essayer de voir tous ensemble.

Il y a aussi un autre danger, c'est que des membres du comité d'action peuvent également se tremper dans une atmosphère un peu particulière avec des copains des organisations d'extrême-gauche, et ne pas avoir une vue, on ne dit pas qu'il y a une vue juste de la situation, mais une vue un peu trop simpliste de la situation, ils la font voir un peu comme un ciel bleu alors qu'indiscutablement on est dans une situation difficile. J'ai l'impression qu'on peut facilement se tromper si on est bercé un peu par le groupe, qu'on circule à travers la France toujours avec les copains de ce groupe. On peut avoir une image du rapport de forces qui ne corresponde pas à la réalité et je crois quand même, je crois que c'est Lénine qui a dit ça : « il n'y a que la vérité qui est révolutionnaire ». Il faut donc essayer de voir vrai et ne pas essayer de se bercer d'illusions d'un côté comme de l'autre.

Il faut pour cela un peu d'expérience et de maturité syndicale et politique. Il ne s'agirait pas non plus de tracer une situation défaitiste, mais je crois qu'il y a ceux qui voient la situation uniquement à travers leurs amis. Nous, on n'a peut-être pas non plus une situation vraie, on la voit à travers une série de sections syndicales qui s'expriment et qui nous donnent leur

avis, il y a aussi des choses qu'on voit peut-être mal.

Alors, je crois qu'il y a quelque chose qui nous a manqué dans notre lutte, la démocratie très insuffisante. Là, indiscutablement, ça va de mal en pis actuellement. Le comité d'action avait quelque chose d'excellent c'est qu'il était le moteur de la démocratie; bon, maintenant, la démocratie c'est difficile à jouer du fait qu'il y a cette division avec la CGT très exacerbée et la CFDT un peu « aux abois », dans le sens un peu sur le qui-vive, à travers sa propre organisation, le comité d'action, le congrès de Nantes, etc., si bien qu'on est obligé de faire attention pour qu'on n'aggrave pas encore auprès de nos sections syndicales une image déformée de la lutte des Lip... Il y a donc tout ça qui ne crée pas des conditions vraiment heureuses de démocratie. Il n'empêche que, là encore, il y a une prise de conscience de la situation, des copains disaient : « Il y a un besoin

d'expresssion, un besoin qui ne s'exprime pas en AG», donc il y a des copains qui viennent nous dire : « Les après-midi devraient être consacrées avec un certain nombre d'animateurs du comité d'action et de la CFDT à essaver de faire des cercles d'expression pour essaver de s'exprimer parce qu'on n'arrive plus à s'exprimer en assemblée générale ». Alors, on va essayer de reprendre à partir de demain et on va voir ce que ca va donner. Il y a quelque chose aussi qui fait mal, c'est là qu'on sent le besoin d'une réflexion approfondie de ce qu'est la nature du syndicalisme... Avoues que maintenant on entend des réflexions un peu primaires et ça s'explique, c'est pas youlu, c'est simplement que la division syndicale existe et que la CGT a un comportement vraiment pas heureux et même un peu provocateur. A partir de là, il y en qui tournent toutes les difficultés contre la CGT et ça c'est embêtant parce que ça risque de prouver ce que dit la CGT que le comité d'action est anti-CGT et anti-syndical, et là, au cours des discussions qu'on aura l'après-midi, on voudrait essayer d'expliquer au moins que la CGT n'est pas l'ennemie mais a une stratégie très différente, et on voudrait revenir à une discussion plus saine, parce que là la discussion n'est plus saine du tout. Il faut dire que la CGT par son comportement y est pour beaucoup.

Dans le passé, on aurait pu faire des tas de choses, mais ce dont on a souffert... je ne sais pas comment l'expliquer : on aurait voulu qu'il y ait une équipe qui ait le souci de la démocratie, rien que ça. Alors que pris dans toutes les tâches, tu me diras que ça n'est pas une excuse, mais ça joue, et à force de dire « ça c'est prioritaire » eh bien; on fait pas un boulot de fond et ça se retourne contre nous et indiscutablement on n'a

pas fait ce qu'il fallait.

Le fameux problème qui n'est toujours pas éclairci (et chez Lip on a eu une expérience): on veut qu'il y ait le monopole syndical, monopole de la conduite de la lutte, aie! Attention, il y a le monopole syndical... Si le syndicalisme était véritablement toujours et partout la véritable expression de la classe ouvrière et puis que les sections syndicales aient le souci d'être le reflet et le porte-parole de cette expression de la classe ouvrière, alors là il n'y aurait jamais de problèmes. Mais enfin, si on parle de problèmes, si au congrès de Nantes on a discuté de tout ça, c'est qu'il y a eu des problèmes... Ça veut dire que les sections syndicales s'arrogent un peu le droit d'être l'expression des travailleurs et qu'elles ne sont pas à même à certains moments de faire face à une montée de la classe ouvrière en lutte, c'est-à-dire à la fois apporter l'expérience syndicale, l'expérience des autres luttes et permettre toujours la plus large démocratie ouvrière permettant l'expression de tous les travailleurs et même la contestation.

Si cela se fait très mal, à partir de là il s'agit de ne pas être aveugle, de savoir qu'il y a des forces qui sont là, présentes dans la classe ouvrière qui s'expriment, qui contestent et qui risquent de sombrer dans l'anti-syndicalisme. Notre probleme c'est d'essayer de les faire s'exprimer

en évitant le danger d'institution d'une force anti-syndicale.

Il y a aussi un autre danger : et cela, on ne l'a pas assez dit chez Lip, il faut en même temps, à tout moment, qu'on soit capable de peser véritablement le rapport de forces. Parce que d'une part, la CGT a bonne mine de dire « vous n'avez pas bien pesé le rapport de forces », mais il y a aussi le fait qu'il faut qu'il y ait un rapport de forces et, pour l'obtenir, il faut des travailleurs en lutte, qui soient dynamiques, qui en veulent. S'il n'y a pas de travailleurs qui y croient et qui sont gonflés, il n'y a pas de lutte et on en arrive pas là où on en est. Si on avait adopté certaines tactiques de la

CGT, on n'en serait pas là, on n'aurait jamais développé ce rapport de forces et ça ferait longtemps que la lutte serait perdue. Ceci dit, on n'a pas eu assez de débat théorique, de débat de fond, pour montrer que ce n'est pas uniquement parce que nous on croit à la finalité de notre lutte, que nous pouvons aboutir à la totalité de nos revendications. C'est pas un frein de discuter de ça quand on le discute correctement mais c'est pas facile. Ça peut apparaître comme un frein pour certains gars. Ça demande beaucoup de maturité, cela n'a pas été assez fait. Et puis aussi, les évènements se déroulent très vite, on est pris dans l'engrenage de la lutte, un engrenage tres rapide (et ça dure depuis 6 mois). Et puis, on a manqué d'animateurs, de gars qui prennent en charge l'animation de la lutte, et je crois que c'est une des souffrances de la classe ouvrière. Les luttes ouvrières souffrent beaucoup de ça, quand les bourgeois bousillent les cadres de la classe ouvrière, ils savent bien pourquoi, on peut toujours les reconstruire, mais ça demande quand même du temps.

ROUGE: en ce qui concerne la situation présente: d'un côté la solidarité est toujours réelle mais a baissé d'intensité de l'autre côté, le gouvernement lui, qui profite de cela et de la division syndicale pour porter de nouveaux coups et jouer la carte de la lassitude et du pourrissement. Dans ce contexte quelles sont les perspecti. es de la lutte? A ton avis, une jonction avec les autres usines en lutte serait-elle envisageable et sous quelle forme?

Charles PIAGET: nous on n'a pas réussi à faire se joindre les entreprises où il y avait des problèmes d'emploi. On a été à Romans à Salamander et on a bien senti là-bas que ce n'était pas simple de faire la liaison. Et puis, il y a eu l'opération Bidegain, c'était difficile. Ceux de Lip qui ont été à Romans pour discuter avec les travailleurs, prendre la parole l'ont bien vu : cela n'a pas été facile, il y avait un blocage syndical de ce côté là, blocage CGT.

Avec Larousse (c'est aussi la CGT) on a essayé d'avoir le contact, mais c'est pas facile non plus. Donc on a aussi le fait que l'organisation syndicale qui peut facilement empêcher la jonction ou bien la favoriser et actuellement c'est bien de la jonction des luttes sur l'emploi que peut venir la solution. L'avenir ? Pour l'instant, il hante la tête des travailleurs de Lip. Le problème c'est quelles perspectives crédibles il faut présenter actuellement pour que la lutte continue, qu'elle soit crédible qu'on y croit, et qu'on soit gonflé à bloc ?

Nous, on n'a jamais renoncé et c'est notre force. D'autant plus qu'on a toujours des possibilités de tenir, on peut tenir. Maintenant, quelles sont les perspectives actuelles? La meilleure des perspectives serait qu'il y ait une unification des luttes sur l'emploi, mais actuellement on ne voit pas encore d'unification des luttes sur l'emploi! C'est pourtant essentiel pour obtenir des résultats dans ce domaine.

Il y a aussi une autre perspective qui joue, c'est l'attitude du pouvoir. Il préférerait quand même que ce soit terminé, le simple fait que le conflit Lip existe ca peut être la petite allumette qui rallume d'autres conflits. Et cela c'est donc une pression permanente. Il y a un autre élément, c'est le fait que Lip est un outil de travail qui intéresse les capitalistes et il peut y avoir à un moment donné une ouverture. Mais enfin, c'est vrai, ce n'est pas quelque chose de dynamique et je ne crois pas qu'on retrouvera le rapport

de forces que nous avons eu en août et début septembre, ou alors, il faudrait qu'il y ait quelque chose qui se produise, une attaque très forte sur l'emploi ou autre chose.

ROUGE: le PSU va sans doute proposer un projet de loi à l'Assemblée demandant que Lip devienne une régie nationale. Nous-mêmes nous lançons le mot d'ordre: expropriation d'Ebauches et nationalisation sous contrôle ouvrier. Est-ce que tu crois qu'une campagne sur ce thème pourrait avoir un écho?

Charles PIAGET: on ne sait pas si on est un peu fatigué ou si on ne voit plus très clair, mais cela nous parait tomber un peu mal à propos. On a loupé le coche. On s'est un peu fait bercer par Giraud. Si on l'avait lancé à un moment donné, au début des négociations ou avant, mais maintenant, ça apparait comme difficilement crédible. Ça n'a pas soulevé l'enthousiasme et puis ça relèverait surtout des joutes parlementaires qui sont faciles à bloquer par le pouvoir et puis, comme campagne de masse, c'est un peu tard parce que peu crédible.

ROUGE: quelle forme de soutien peuvent adopter les organisations d'extrême-gauche, compte tenu de leurs forces et des problèmes tactiques que cela peut poser? Pour nous, les camarades dans les entreprises font tout pour que la mobilisation sur Lip se maintienne: panneaux, animation de comités et de commissions Lip quand il en existe, discussions au sein du syndicat et du personnel pour qu'il n'y ait aucune réunion ou action sans que le problème de la solidarité à Lip ne soit évoqué et débattu et nous faisons de même dans les quartiers, dans les facs, dans les lycées. Parallèlement, nous participons au maximum de manière unitaire à l'organisation de meetings, de 6 heures, tant au niveau national qu'international.

Charles PIAGET: c'est vrai qu'il y a un problème, parce que d'un côté les seuls alliés au niveau politique ce sont les organisations d'extrême-gauche et le PSU. Parce qu'on ne peut pas dire que le PS et le PC... (attention, je ne dis pas qu'ils ne sont pas nos alliés) mais ce ne sont pas eux qui font le plus de travail. Mais si on apparait comme ayant comme seuls porte-paroles des organisations d'extrême-gauche... d'un côté la CFDT va être de plus en plus prudente, et puis il faut reconnaître que ce n'est pas ce qui va nous sortir du ghetto. Alors, je crois qu'il faut qu'il y ait ce soutien, c'est important. Mais, et c'est peut-être beaucoup demander, il faut qu'ils n'apparaissent pas trop et qu'il y ait le maximum de participation unitaire quand cela est possible

INTERVIEW DE CHARLES PIAGET PARUE DANS « LE MONDE » du 18 septembre 1973.

UNE DECLARATION AU « MONDE » DE M. CHARLES PIAGET

« Aujourd'hui les travailleurs doivent refuser la fatalité des licenciements »

M. Giraud a dit : « Tant que l'affaire Lip restera politique, on perdra du temps. » Beaucoup de gens vous accusent aujourd'hui, M. Piaget de rechercher une exploitation politique du conflit plutôt qu'une solution rapide.

— Au début du conflit on ne portait absolument pas cette accusation. Or, dès le 24 avril, c'est-à-dire sept jours après la démission du PDG de Lip, M. Saint-Esprit, nous avions fixé nos revendications et ce sont les mêmes que nous défendons aujourd'hui. Nous avions déjà dit à l'époque : dans cette entreprise il y a peut-être des fabrications à abandonner pour les remplacer par d'autres ; il y a peut-être des conversions de personnel ou des mutations internes à faire Mais ce que nous disons depuis le 24 avril, c'est que cela peut-être fait par l'apport de nouvelles activités et donc sans mettre cette entreprise à mort et sans licenciement du personnel. Notre position n'a jamais changé.

Les syndicalistes de Besançon passent beaucoup plus de temps à organiser des meetings de solidarité, à préparer la marche du 29 septembre, qu'à avancer dans la recherche de solutions techniques au problème Lip.

— Celui qui engage une lutte syndicale apprend très rapidement et souvent hélas! à ses dépends que tout ne se joue pas autour de la table de négociations. Il faut, à un moment, exercer des pressions pour que le patronat accepte ce que les travailleurs demandent. Nous savons bien, depuis le début, grâce aux documents trouvés que l'on a préparé méticuleusement notre mort. Nous savons très bien que la recherche d'une solution industrielle ne suffira pas à faire changer d'avis nos interlocuteurs. Ce qui sera décisif, c'est l'ampleur du mouvement de solidarité qui se manifestera en France. Voilà pourquoi, nous participons à des meetings un peu partout. Même celui qui a raison autour d'une table de négociations a tort, s'il n est pas en position de force.

On vous reproche aussi d'avoir formulé des exigences telles qu'aucune solution n'apparait possible. Maintenez-vous notamment, votre refus de tout licenciement ?

– C'est le point fondamental. On peut faire croire à tous les travailleurs que les licenciements sont chose normale, qu'ils sont un régulateur de l'économie comme la pluie et l'orage sont un régulateur du système d'alimentation en eau de la terre. C'est faux C'est un régulateur inhérent au système capitaliste, mais qui n'est absolument pas nécessaire dans une économie faite pour l'homme.

Et même dans le cas de Lip, des licenciements ne sont pas nécessaires. Des études faites par l'ancienne direction ont montré qu'un programme de fabrication de cassettes pouvait employer 400 personnes; on aurait dû dans ce cas, embaucher du personnel supplémentaire.

En réalité, les pouvoirs publics ne veulent pas nous écouter de crainte d'encourager les travailleurs qui luttent ailleurs pour obtenir une économie plus humaine. C'est pour le gouvernement que Lip est un problème

politique. Il n'y a nullement de difficultés économiques.

Selon vous un travailleur ne doit jamais être contraint à changer d'entreprise même si celle-ci est en difficultés ?

Nous ne refusons pas systématiquement des conversions. Les chiffres avancés par le préfet pour montrer qu'un reclassement des travailleurs de Lip est possible reposent sur des offres factices fabriquées par les industriels. Et là, nous avons des preuves. Selon des camarades de la Rhodiacéta, par exemple, il y a dans l'entreprise des plans d'allègement d'effectifs prévus depuis plus de trois ans. Or, on a essayé facticement d'y créer des emplois provisoires pour montrer qu'on pouvait reclasser les gens de chez Lip II y a fabrication de faux.

« Encore une fois nous ne refuson pas systématiquement le principe de conversion professionnelle. Mais je voudrais rappeler aussi que, depuis Mai 68, les entreprises qui veulent se débarrasser d'une équipe syndicale n'hésitent pas à supprimer complètement le secteur d'activité où se trouvent ces syndicalistes et à abattre des pans entiers de leur entreprise. N'est-ce pas pour cette raison que l'atelier de mécanique de chez Lip sera totalement supprimé? Certes M. Giraud est assez malin pour dire qu'il reprendra les délégués; il n'empêche que ceux ci auront perdu toute la base ouvrière sur laquelle ils s'appuyaient.

Et si M. Giraud déclarait forfait dans les prochains jours, que se passerait-il ?

Nous nous attendons à une lutte très longue. Ce ne sera peut-être qu'un épisode, M Giraud. Il y a déjà eu tellement d'épisodes depuis cinq mois! On a vu disparaître le PDG on a vu disparaître les deux administrateurs provisoires, on a vu disparaître un certain nombre de firmes intéressées à la reprise de Lip, on peut voir disparaître M. Giraud, mais nous, nous ne si disparaîtrons pas.

Etes-vous partis pour une grève à l'italienne de huit mois, d'un an ?

— Il se peut que le pouvoir refuse tout arrangement Comme nous avons la bonne volonté d'aboutir la grève peut en effet continuer encore longtemps. Nous avons franchi le butoir des vacances. Maintenant, les travailleurs de Lip disent tout tranquillement : « Il va falloir s'organsser pour franchir le butoir de l'hiver. » On le prend tout à fait tranquillement ; il ne s'agit pas pour nous de faire un exploit.

travail sur le capital et mis en cause certains aspects de la légalité. Ces acquis ne vont-ils pas disparaître dans les soubresauts d'une grève qui n'en finit pas ?

— Ce serait un tres mauvais exemple de finir une grève avec trois cents licenciements. Cela voudrait dire qu'il ne sert à rien de lutter, d'être imaginatifs. De même, que l'on a fait apparaître le non-sens d'une part de la légalité actuelle de même doit-on montrer que les licenciements n'ont pas un caractère inéluctable Le seul fait que, un jour, les travailleurs taperont sur la table, en disant qu'a tre chose est possible, peut tout changer.

On l'a bien vu en mai 1968 : il a suffi que les travailleurs tapent du poing sur la table pour qu'un tas de gens se mettent à dire que notre société, au fond, était mal fichue et que tout était à refaire. Aujourd'hui, il faut dire calmement et clairement que les licenciements ne sont pas une fatalité, qu'un autre type d'économie est possible et que les travailleurs un

jour arriveront à l'imposer.

Comment passerez-vous à cette autre économie ?

— Il faudra bien que les patrons disparaissent et que les travailleurs prennent en charge toute l'économie du pays et fassent la démonstration qu'une autre économie est possible. Il faut pour cela prendre le pouvoir central.

Nous avons conscience que notre lutte chez Lip n'est qu'une petite étape, une marche dans l'escalier qui nous mènera à une économie au service de l'homme. Nous sommes une marche qui n'aurait pu exister s'il n'y avait pas eu mai 68. Mai 68 nous a surtout fait découvrir que les travailleurs devaient avoir un peu plus d'audace, qu'ils avaient des droits auxquels ils n'osaient pas croire parce que les patrons leur avaient inculqué l'idée qu'y satisfaire n'était pas possible.

Par exemple, les patrons avaient fait admettre comme normal que les travailleurs ne s'expriment pas dans l'entreprise, qu'on n'avait pas le droit de mettre une affiche sur un panneau. On arrivait à masquer aux travailleurs, cette réalité aveuglante qu'ils passent les trois-quarts de leur vie dans l'entreprise, qu'ils font marcher l'industrie française, Mai 68 a été un révélateur : on s'est dit que tout cela n'était pas normal et on a obtenu

un début de reconnaissance du syndicat dans l'entreprise.

Maintenant, Lip peut être un autre révélateur. Il montre que tous ces licenciements, toutes ces restructurations qui sont faites sur le dos des travailleurs ne sont pas chose normale. A partir de Lip, d'autres étapes seront franchies par la classe ouvrière jusqu'à ce qu'enfin, les travailleurs prennent en charge toute l'économie et ce ne sera que justice.

C'est-à-dire qu'en attendant ce moment vous ne croyez nullement à des « formules réformistes » comme celle de la coopérative ouvrière ? Même si l'Etat vous donnait au départ les quelques 40 millions de francs d'aide promis à M. Giraud.

- En France, on ne peut pas réussir ce type d'expérience. Il y a une première raison : dans le cas de Lip, on sait à quel point le problème est politique ; si nous étions en coopérative, toutes les difficultés seraient

faites pour l'empêcher de fonctionner. Un phénomène de rejet serait inévitable. On voit bien ce qui s'est passé au Chili, quel étranglement économique il y a eu. Pour nous, il y aurait immédiatement un cordon sanitaire.

Mais il y a une deuxième raison pour refuser la coopérative. Nous, les travailleurs, nous sommes porteurs d'une autre société qui sera faite pour l'homme. Elle ne peut se réaliser que sur un plan assez large, au moins celui de la nation. Si nous faisions une coopérative dans la société industrielle actuelle, nous serions immanquablement pris dans le même système de contraintes que les employeurs capitalistes. Nous serions bien vite amenés à avoir les mêmes réflexes qu'eux. Une autre économie et une autre société ne sont possibles qu'à l'échelle du pays.

Pour le moment et de façon plus concrète, la poursuite du conflit chez Lip entraine des difficultés graves pour les sous-traitants. Chez ceux-ci, cinq cent cinquante-trois ouvriers sont déjà menacés de perdre leur emploi, ce qui est deux fois plus que les licenciements envisagés chez Lip.

— Vous avez raison. Mais c'est un argument supplémentaire pour que le pouvoir s'occupe sérieusement du réglement de l'affaire Lip. Nous avons eu des indiscrétions : si Ebauches SA était arrivé à ses fins, les entreprises dont vous parlez auraient encore plus vite sombré. Pour le ministre Charbonnel, cela faisait partie des concentrations naturelles et il n'y avait rien à y faire. Les pouvoirs publics avaient tiré un trait sur l'horlogerie régionale. Autrement dit, ils avaient tranquillement prévu la mort des sous-traitants. Au contraire, par notre action, nous les défendons. Parce que si nous arrivons à obtenir que Lip devienne le pivot d'une nouvelle horlogerie régionale, ils auront du travail.

Mais que pouvez-vous faire aujourd'hui, très précisément pour eux ?

 Nous voulons élargir le front de lutte à tous ces travailleurs au fur et à mesure qu'ils seront touchés par le conflit de Lip.

C'est un secret de polichinelle que de dire que les dirigeants syndicaux à Paris sont réticents à la marche sur Besançon que vous organisez le 29 septembre ?

— A la CFDT, la confédération est un peu réticente, elle a peur d'un certain débordement et de risques d'incidents. Pour notre part nous estimons que ces risques sont faibles. Quoi qu'il arrive, nous sommes bien décidés à maintenir cette manifestation, même si d'ici là, les négociations aboutissaient.

Pourquoi ? Parce que nous voulons appeler à Besançon tous les travailleuts confrontés à des problèmes d'emploi et de restructuration industrielle, afin qu'ils puissent échanger leurs expériences. Parce qu'en même temps ce sera la fête de tout ce qui a été un peu Lip et se continue déjà dans d'autres entreprises.

Vous vous heurtez aujourd'hui à l'opposition de la mairie socialiste-centriste que dirige M. Minjoz. Celui-ci vous demande de renoncer à la marche nationale et de libérer le CES Jean-Zay où est installé

le quartier général de votre mouvement.

— Cela donne un petit éclairage sur ce que pourrait être le programme commun. Parce qu'à la mairie de Besançon, on a une équipe socialiste et centriste qui n'a pas beaucoup de volonté pour passer par-dessus les petites pressions. Le maire s'affole devant une pression de la fédération Cornec des parents d'élèves, devant celle du préfet. Alors, qu'est-ce que cela va être si, un jour, le programme commun triomphe et que les socialistes, par exemple, restent dans cet état d'esprit ? Il y aura alors d'autres attaques que celles que subissent maintenant les travailleurs de Lip, d'autres étranglements économiques, d'autres pressions politiques, beaucoup plus considérables... Nous avons, nous, les nerfs plus solides. Dans ce cas aussi, Lip est un exemple : on apprend aux travailleurs à ne pas s'affoler. »

Propos recueillis par Pierre-Marie Doutrelant.





Directeur de la publication: H. Weber